



## CTL « emplois » du 8 janvier 2019

### Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Les agents de la DGFIP sont mécontents et leur colère face aux décisions du gouvernement, ne cesse de grandir :

Avec le report des mesures PPCR, le gel du point d'indice, l'augmentation de la CSG non compensée dans le temps, la réduction des taux de promotions, la ré instauration du jour de carence et la suppression du Plan de Qualification Ministérielle, nous les fonctionnaires sommes devenus les boucs émissaires de notre pays, nous sommes accusés de tous les maux et devrions porter la responsabilité du déficit financier de la France.

Les agents de la DGFIP en ont également ras-le-bol des suppressions d'emplois et des restructurations incessantes. Vous ne pouvez ignorer leur attachement au véritable service public et leurs inquiétudes face aux perspectives du processus « *Action publique 2022* », véritable offensive contre le service public, le statut général et les statuts particuliers. Des missions de service public seront purement et simplement abandonnées ou bradées au secteur marchand.

Pour **FO**, le statut de la fonction publique n'est pas négociable ! Il est hors de question de développer la précarité par des recrutements de contractuels en lieu et place d'agents sous statut. Les 4 millions de fonctionnaires méritent un autre traitement de la part du gouvernement et du Président.

D'ores et déjà, l'objectif affiché du gouvernement est de supprimer 50 000 emplois dans la Fonction Publique d'État.

Il se murmure que la DGFIP pourrait être mise à contribution à hauteur de 20 000 suppressions d'emplois... voire 30 000... !!!

Ces chiffres vertigineux nous font bien évidemment craindre le pire pour les collègues, nos services et nos missions. Ces suppressions s'ajouteront à la pénurie d'effectifs qui est déjà criante puisque, depuis la fusion, avec les 2090 suppressions en 2019, plus de 24 000 emplois ont été liquidés dans notre administration.

Année après année, ce sont de véritables plans sociaux qui ne disent pas leur nom et qui asphyxient totalement les services, avec des conséquences désastreuses sur les conditions de travail des agents.

Pour résister, la DGFIP fusionne, regroupe, concentre afin de pouvoir continuer à assurer tant bien que mal ses missions de service public.

Les suppressions d'emplois, couplées aux fermetures de structures, accélérées par l'Adaptation des Structures du Réseau (ASR), se poursuivent à un rythme infernal. Les agents doivent s'adapter à marche forcée, aussi bien à de nouvelles méthodes de travail et de management, qu'à un criant manque de moyens humains et matériels.

En effet, vous prétendez les restructurations indispensables pour la DGFIP, mais les agents de leur côté n'ont vu aucun effet bénéfique dans l'exercice de leurs missions. Aucun n'a pu vérifier de meilleures conditions de travail, au contraire, et la qualité du service rendu se dégrade car vos restructurations sont uniquement axées sur la recherche de nouvelles mines de suppressions d'emploi et sur de possibles économies sur l'immobilier. Cette hypocrisie est devenue insoutenable !

Les représentants **FO DGFIP** dénoncent l'absence de vision pour notre direction. Les victimes sont toutes désignées : les agents et à tous les niveaux, car toutes ces réformes nécessitent un travail pharaonique, le service logistique en sait quelque chose et s'épuise.

**FO DGFIP** réitère sa revendication d'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations incessantes, ainsi que son exigence de pourvoir à toutes les vacances d'emploi. Nous dénonçons à nouveau la politique menée par la Direction nationale et les Directions locales consistant à occulter la question des effectifs comme cause essentielle des risques psychosociaux.